

Karim Younès rencontre Nourredine Bahbouh et Omar Bouacha
Le dialogue, meilleur moyen pour sortir de la crise

- Le MSP décline l'invitation de Karim Younès
- Kamel Bouchama et Hadda Hazem se retirent

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4866 - Mardi 27 août 2019 - Prix : 10 DA

EN A'
**Belmadi déchargé,
Batelli
le remplace**

Page 23

Des villes se noient sous les premières pluies

Les collectivités locales aux abonnés absents

Page 3

Le coup de théâtre de Biarritz

Par Mohamed Habili

Les participants autres que la France au G7 de Biarritz, et notamment la délégation américaine, avaient-ils été ou non informés de la venue au deuxième jour du Sommet du ministre iranien des Affaires étrangères, Mohamed Javad Zarif ? D'après le pays organisateur, sinon les Américains dans leur ensemble du moins leur président l'avait bel et bien été, ce que nient farouchement les accompagnateurs de ce dernier. A l'heure où ces lignes sont écrites, aucun tweet de Donald Trump n'est encore venu trancher la question. Mais cela serait assez dans sa manière qu'il l'aborde bientôt à travers son médium préféré. Il faut dire aussi que depuis le début de la rencontre, les Américains ont pris le parti de parler de deux voix bien distinctes à l'adresse des médias. D'un côté, par le truchement de celle de leur président, qui joue à l'homme plutôt ravi de son séjour dans un décor aussi pittoresque que celui de Biarritz. De l'autre, par celle de ses accompagnateurs, qui eux en revanche trouvent à redire à tout, encore que ce soit à chaque fois sous le couvert de l'anonymat. Les uns et l'autre n'ont parlé d'un même langage univoque que lorsqu'il s'est agi de démentir catégoriquement le fait qu'un mandat ait été donné à Emmanuel Macron pour discuter avec l'Iran. L'arrivée du ministre iranien a été orchestrée pour faire l'effet d'un coup de théâtre.

Suite en page 3

Valorisant «les résultats encourageants réalisés» par l'Instance de dialogue

Gaid Salah : «Une élection présidentielle transparente, choix le plus sûr»



Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a de nouveau fait part, hier, de l'attachement du Commandement à la «voie constitutionnelle». En visite de travail et d'inspection à la deuxième Région militaire (Oran), le chef d'état-major, insistant sur la tenue d'une «élection présidentielle transparente, dans les meilleurs délais» en vue d'«éviter toutes les phases de transition» dont «les conséquences sont périlleuses», promet de dévoiler «au moment opportun» les promoteurs de cette option

Lire page 3

Paiement des frais de visa
**Après le CPA,
Vsf opte pour la BDL**

Page 24

Clôture du Festival de cinéma de Douarnenez
**22 500 entrées enregistrées,
un record**

Page 13

Karim Younès rencontre Nourredine Bahbouh et Omar Bouacha

Le dialogue, meilleur moyen pour sortir de la crise

■ Les membres de l'Instance de médiation et de dialogue continuent de rencontrer les chefs des partis politiques dans le but de trouver une issue à la crise politique que traverse le pays.

Par Louiza Ait Ramdane

Karim Younès enchaîne les rencontres avec les chefs de partis politiques. Après sa rencontre avec Abdelaziz Belaid du

L'APW de Tizi Ouzou réagit aux accusations des élus du RCD et du FFS
«Nous saurons déjouer ces manœuvres et ces visées sournaises»

LE GROUPE des élus issus du Front des forces socialistes (FFS) au sein de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou a réagi, hier, aux graves accusations portées à leur encontre liée à la gestion des affaires de la même institution, les qualifiant de «déclarations mensongères», œuvre des élus du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCC) et de «certains élus qui se disent du FFS» en faisant «alliance pour tenter de bloquer l'APW de Tizi-Ouzou». Dans une déclaration rendue publique, les élus du FFS aux commandes de l'APW de Tizi Ouzou rappellent que «depuis l'installation de notre Assemblée, les élus du RCD tentent désespérément de bloquer le fonctionnement de l'APW de Tizi-Ouzou, en s'opposant à tous les projets de développement et en votant contre toutes les subventions qu'accorde l'APW au mouvement associatif, aux comités de villages et les aides octroyées aux communes. Cette démarche a atteint son paroxysme lorsque les élus de cette formation politique ont exigé le transfert de l'élaboration et de la répartition du budget de la wilaya à l'administration, alors qu'il s'agit d'un acquis aux mains des élus, arraché grâce à de hautes luttes contre le pouvoir qui a tout fait pour déposséder les Assemblées élues de leurs prérogatives». Les élus du FFS accusent ceux du RCD de ne pas avoir voté en faveur même «des programmes et des opérations ayant un impact direct sur le développement économique et social de notre wilaya», citant quelques-unes de ces opérations avec les montants des enveloppes. Pour les rédacteurs, «cette démarche nous renseigne bel et bien sur les véritables intentions de ces élus insoucieux du développement de la wilaya et de l'intérêt général, d'autant plus que beaucoup parmi eux n'hésitent pas à se servir de la commande publique. Il est clair que ceux qui ont servi de lit à la dictature depuis les années 90 ne sauront être au service du peuple aujourd'hui». «Nous saurons déjouer ces manœuvres et ces visées sournaises», conclut la même source. **Hamid M.**



PHOTO: R.

front El-Moustakbal, Ali Benflis de Talai El Houryate et Abdelkader Bengrina du parti El Bina, Karim Younès a rencontré, hier, le président du Mouvement Infatih, Omar Bouacha, et le président de l'Union des forces démocratiques et sociales, Nourredine Bahbouh.

En effet, Nourredine Bahbouh

a affirmé que le dialogue était pour son parti le meilleur moyen pour sortir de la crise que vit le pays, apportant son soutien à la démarche de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM). Lors d'une conférence de presse animée à l'issue de sa rencontre avec le coordinateur de l'INDM, Karim Younès, M.

Bahbouh a fait savoir que les discussions ont été «franches et fructueuses», mettant l'accent sur la nécessité de prendre toutes les mesures d'apaisement à même de sortir de la crise politique que vit le pays avant l'organisation de l'élection présidentielle. Soulignant que la solution à la crise actuelle était politique

et qu'elle passait par des mesures d'apaisement avant l'organisation de l'élection présidentielle, il a cité l'impératif de l'ouverture des médias devant la classe politique, le départ du gouvernement actuel et la libération des détenus arrêtés lors des manifestations. D'autre part, le président de l'UFDS a réitéré le refus de son parti de l'association au dialogue des formations politiques et parties à l'origine de cette crise, et de la proposition d'un Conseil constitutif et d'un candidat consensuel. Il a suggéré, dans ce sens, que le prochain mandat présidentiel soit «transitoire», consacré à l'ouverture de plusieurs chantiers, particulièrement l'amendement de la Constitution et de la loi électorale et la réforme du secteur de l'information. Pour M. Bahbouh, les candidats à la prochaine élection présidentielle devront s'engager à ouvrir ces chantiers pour sortir le pays de la crise actuelle. En outre, dans l'après-midi, les représentants du panel de médiation et de dialogue ont rencontré le Mouvement Infatih de Omar Bouacha. Lors d'une conférence animée par le SG du parti, il a insisté sur le dialogue, seul moyen pour une sortie de crise. **L. A. R.**

Affichant son intérêt pour l'élection présidentielle

Le MSP décline l'invitation de Karim Younès

Let la paix (MSP) a décliné l'invitation du coordinateur de l'Instance de médiation et de dialogue, Karim Younès. Sur sa page Facebook, Abderrazak Mokri, président du MSP, a écrit hier : «Le MSP a reçu une lettre de la part de Karim Younès pour se mettre d'accord sur un rendez-vous pour une rencontre, mais le parti s'est excusé et aucune rencontre n'a eu lieu avec Karim Younès, ni dans un cadre officiel ni non officiel». Jusque-là, c'est le premier parti politique qui déclare publiquement son refus de rencontrer le panel de Karim Younès. Mais le parti islamiste se dit concerné

par une élection présidentielle que le peuple choisira. En effet, lors de l'ouverture de l'Université d'été des structures et cadres du parti, tenue avant-hier à Boumerdes, le président du parti islamiste MSP, Abderrazak Mokri, a affirmé que sa formation politique était disposée à participer à une élection présidentielle consensuelle si elle était décidée par le peuple pour une sortie de crise. Il a déclaré, à ce propos, que «le projet primordial du Mouvement reste le consensus national, mais à défaut», a-t-il dit, le parti «est disposé à participer à une élection présidentielle consensuelle, si elle est décidée

par le peuple, que ce soit dans un mois ou dans un an».

S'adressant à ses cadres de différentes wilayas, en présence de nombreuses personnalités nationales, présidents de partis et représentants d'organisations de la société civile, Mokri a soutenu que le MSP «est entièrement prêt à cette échéance électorale consensuelle et à toutes les éventualités en cas de son organisation, que ce soit dans un mois ou dans un an». Affirmant que son parti était «un mouvement politique de longue tradition en matière d'échéances électorales nationales», Mokri a réitéré la position de son parti en faveur d'un

consensus national entre l'opposition et le pouvoir en vue d'aller vers un mandat présidentiel transitoire devant assurer la transition politique et économique pacifique du pays. Par ailleurs, le président du MSP s'est interrogé sur les responsabilités quant à la situation dans laquelle se trouve le pays et sur son avenir et l'absence d'issue, six mois après le début du mouvement populaire (Hirak), estimant que ce dernier «a dévoilé au grand jour les désillusions et les mensonges et confirmé la vérité que criaient peu de militants politiques qui parlaient de corruption et d'échec dans le développement». **L. A. R.**

Panel de médiation et de dialogue

Kamel Bouchama et Hadda Hazem se retirent

Après la démission de l'économiste Smail Lalmas du panel de dialogue de Karim Younès, c'est au tour de l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Kamel Bouchama et la directrice du journal arabophone «El Fadjr», Hadda Hazem, de claquer la porte de cette commission chargée de mener le dialogue national avant la tenue d'une élection présidentielle pour sortir de la crise que traverse le pays.

Les raisons qui ont motivé la démission de Kamel Bouchama et Hadda Hazem sont nombreuses. Le premier, qui faisait partie du comité des sages du panel, a déclaré «avoir attendu vainement des mesures d'apaisement, sans lesquels, estime-t-il, la démarche telle que menée actuellement nous conduira droit dans le mur». Il a aussi justifié sa décision par son refus de voir cette instance dialoguer avec le FLN et le RND ainsi que tous les

partis de l'ex-alliance. Dans une déclaration au journal «Liberté», Kamel Bouchama a déclaré : «Ils s'apprêtent à dialoguer avec les partis de l'alliance (FLN, RND, MPA, TAJ)... on ne peut pas faire du neuf avec du vieux».

Cependant, la directrice du journal arabophone «El Fadjr», contactée par la rédaction, a expliqué sa décision de quitter le panel par «des raisons personnelles», avant d'ajouter : «Je suis persuadée que le dialogue est la

seule issue. J'ai appelé au dialogue début mars dernier. Et je reste convaincue que c'est la seule solution». Pour l'économiste Smail Lalmas, sa démission est expliquée par le refus des préalables posés avant l'entame du processus du dialogue, notamment la libération des détenus d'opinion, la libération du champ médiatique, la levée du siège sur la capitale, le départ du gouvernement Bedoui. **L. A. R.**

Valorisant «les résultats encourageants réalisés» par l'Instance de dialogue

Gaid Salah : «Une élection présidentielle transparente, choix le plus sûr»

■ Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a de nouveau fait part, hier, de l'attachement du Commandement à la «voie constitutionnelle». En visite de travail et d'inspection à la deuxième Région militaire (Oran), le chef d'état-major, insistant sur la tenue d'une «élection présidentielle transparente, dans les meilleurs délais» en vue d'«éviter toutes les phases de transition» dont «les conséquences sont périlleuses», promet de dévoiler «au moment opportun» les promoteurs de cette option.

Par Meriem Benchaouia

La phase «cruciale que l'Algérie traverse requiert de la sagesse, de la patience et de la clairvoyance, une phase dans laquelle l'ANP a fait le serment d'accompagner le peuple, les institutions de l'Etat et le processus de dialogue, selon une approche bien étudiée, confirmant à chaque fois ses positions immuables envers la nation et le peuple et mettant en garde contre toute atteinte aux intérêts suprêmes de la nation qui ne peuvent en aucun cas faire l'objet de surenchères», a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale. Le général de Corps d'Armée qui s'est réuni avec les cadres et les personnels de la Façade maritime ouest au niveau de la Base navale principale de Mers El Kébir, a expliqué que cette approche «s'articule sur la primauté de la légitimité constitutionnelle, à travers l'organisation d'élections présidentielles transparentes dans les plus brefs délais, afin d'éviter toutes les phases de transition dont les conséquences sont périlleuses, clamées par certaines parties qui n'ont d'autres objectifs que l'aboutissement de leurs intérêts étroits et ceux de leurs maîtres, des parties qui commencent à être démasquées, et nous avons des informations confirmées de leur implication, et que nous dévoilerons au moment opportun». Il a souligné que cette approche qui appelle à «la voie du dialogue rationnel, sincère et sérieux», jouit de l'appui de la majorité des composantes du peuple algérien, comme étant le moyen le plus adéquat à même de préserver les inté-



rêts suprêmes de la nation, ce qui a été confirmé par Monsieur le chef de l'Etat dans son message adressé au peuple algérien à l'occasion de la Journée du moudjahid».

Le général de Corps d'Armée a salué à l'occasion les efforts «patriotiques et sincères» consentis par l'Instance nationale de la médiation et du dialogue, et ce, en valorisant «les résultats encourageants réalisés en si peu de temps». «Je tiens à remercier tous ceux qui ont répondu à l'appel de la patrie, partant de leur sincère loyauté et de leur profonde conviction que l'Algérie, dont les terres ont été irriguées par le sang pur des chouhada, saura s'en sortir», a-t-il soutenu. Il a également salué «tous les efforts fournis pour faire

avancer le dialogue et trouver une sortie rationnelle et objective de la crise actuelle».

Mise en garde contre «les voix qui œuvrent à entraver le dialogue»

Par ailleurs, le général de corps d'Armée a mis en garde «contre des voix dont les intentions malveillantes sont bien connues, qui ont vendu leurs âmes pour servir les intérêts de la bande et ceux de leurs maîtres, et qui œuvrent par tous les moyens à entraver le travail de l'Instance nationale de la médiation et du dialogue, notamment en tentant d'imposer des conditions irréalisables et des exigences rejetées

dans leur totalité, et en faisant la promotion de l'idée de la négociation au lieu du dialogue et de la désignation plutôt que l'élection». Il a ajouté que ces quelques voix usent de «manœuvres flagrantes» en portant l'attention sur des «questions marginales et sans aucun intérêt». «Outre la tentative de diffuser des idées sombres qui condamnent le futur Président et lui imposent des agendas préétablis, et c'est là une pratique inacceptable, car incompatible avec les dispositions de la Constitution qui est claire dans ce domaine, et qui limitent les prérogatives du Président élu, en dépit du fait que suite à son élection, il aura obtenu la légitimité de l'urne et jouira de la confiance du peuple qui l'a choisi sur la base d'un programme défini», a expliqué le chef d'état-major. «Toutes ces manigances visent à perturber, a-t-il averti, le processus de dialogue et de l'orienter pour servir les intérêts personnels de la bande». «La logique impose que la préparation de ces élections commence dans les semaines à venir parce que le temps n'est pas de notre côté, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, et parce que tout ce que nous avançons est basé sur des informations avérées et des données fiables qui confirment toutes que c'est le choix le plus sûr et le plus adéquat pour sortir de la crise actuelle», a-t-il dit, appelant encore une fois, à «l'impératif d'accélérer le processus d'installation de l'Instance nationale indépendante pour la préparation, l'organisation et la surveillance des élections présidentielles, qui représente une garantie essentielle pour dépasser la situation actuelle».

M. B.

Des villes se noient sous les premières pluies

Les collectivités locales aux abonnés absents

Une personne disparue, emportée par les eaux, des maisons infiltrées, des rues et trottoirs inondés en raison d'avaloirs obstrués, tel est le résultat navrant survenu avant-hier dans certaines wilayas, Constantine et Oum El Bouaghi notamment, à la suite des premières averses d'été mais surtout, comme à l'accoutumée, à cause du laisser-aller et de la mauvaise gestion des services locaux en charge du curage et du nettoyage des avaloirs, des regards et autres canalisations. Les responsables des APC attendent que les maisons soient submergées par les eaux pour lancer le travail d'assainissement et de nettoyage des regards. C'est chaque année la même histoire, ils ne se prennent jamais à l'avance. Toujours en retard. Cette année encore, les premières gouttes de pluie ont inondé certaines wilayas du pays, à savoir Constantine, Oum El-Bouaghi et Guelma, où les unités de la Protection civile sont intervenues suite aux fortes chutes de pluie enregistrées à l'est du pays pour porter secours à des personnes cernées par les eaux pluviales. Il s'agit de 6 personnes à bord de 3 véhi-

cules à Constantine sur la RN 20, dans la commune d'El-Khroub, et 1 personne à bord d'un véhicule à Oum El-Bouaghi dans la commune de Sigus. Ces inondations sont malheureusement les résultats du bricolage, la mauvaise gestion, l'incompétence des responsables des APC des différentes wilayas du pays. «Les responsables de l'APC ont toute la saison estivale pour effectuer le travail de curage et de nettoyage des avaloirs en prévention de la saison hivernale, mais ils ne le font pas !», déplore un habitant de la commune d'El-Khroub, ajoutant : «Ils attendent toujours qu'on soit inondés, qu'il y ait des morts, des blessés, que des dégâts matériels soient enregistrés pour se dépêcher et nettoyer les regards. Quand ils commencent à le faire, c'est déjà trop tard !». Des citoyens habitant Constantine dénoncent la mauvaise gestion de leur APC, affirmant que «c'est du n'importe quoi. Pourquoi a-t-on des responsables d'APC s'ils ne font pas convenablement leur travail ? Les inondations ont encore dévoilé le bricolage des responsables et la mauvaise gestion de ces derniers qui ne ratent pas une

occasion pour exhiber leurs exploits ; mais à la première goutte d'eau, leur laisser-aller est divulgué au grand public». «On en a marre de subir les fautes des autres, ils doivent s'y prendre à l'avance», nous confie un père de famille qui déplore la mort d'une personne de sa connaissance, emportée par les eaux de pluie. En effet, selon des services de la Protection civile, une personne, emportée par les crues de l'oued Rhumel, suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville de Constantine dimanche soir, est portée disparue. L'homme d'une cinquantaine d'années a été emporté dans le quartier Bencherqui, alors qu'il tentait de traverser l'oued en furie, a souligné le lieutenant Noureddine Tafer, affirmant que les recherches ont été lancées dès l'alerte donnée et interrompues vers 3 heures du matin. Il a ajouté que les équipes de plongeurs de la Protection civile, ceux de la GRIMP (Groupes de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux) et la brigade cynophile ont repris leurs recherches ce matin depuis trois zones, El Menia, El Kentara et Chaâba pour tenter de retrouver la personne disparue.

Plusieurs axes routiers névralgiques de la ville de Constantine ont été inondés et fermés suite aux pluies torrentielles qui ont atteint 27mm en une heure, a-t-on souligné. Des dizaines de citoyens ont été bloqués sur les routes. L'avenue de la Soummam reliant le quartier Boussouf à Djénane Zitoune, la route menant vers le quartier de Daksi, à proximité de la gare routière Est, le pont Sidi Rached, le quartier Picasso, sur les hauteurs de Constantine, les routes nationales RN03 et RN97 entre Zouaghi et le centre-ville, le quartier de Kentoli à la sortie nord-est de la ville de Constantine, figurent parmi les axes routiers fermés à la circulation suite aux inondations. Le trafic du tramway a été suspendu également pendant plus de 2 heures, en raison des inondations signalées le long de son tracé depuis la cité Zouaghi-Slimane jusqu'à la zone industrielle Palma, a-t-on indiqué. D'importants moyens humains et logistiques ont été mobilisés par les services de la Protection civile, des Travaux publics, de l'Hydraulique et de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté de wilaya pour déboucher les avaloirs et évacuer les eaux

LA QUESTION DU JOUR

Le coup de théâtre de Biarritz

Suite de la page une

De sorte que lorsque la nouvelle est tombée, tout le monde a cru que la diplomatie française venait de réaliser une percée majeure dans la crise née du retrait américain de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien. On a dû déchanter quand il s'est avéré que le ministre iranien était à Biarritz pour parler aux représentants du pays hôte, et uniquement à eux. Chose qu'il aurait pu très bien faire à une autre occasion, et ailleurs qu'à Biarritz. Mais pour que les Français aient pris le risque de mécontenter quelqu'un d'aussi réactif que le président américain, qui d'un seul tweet pouvait ternir l'éclat qu'ils se sont efforcés de donner au Sommet, il faut que pour eux le jeu en vaille la chandelle. Le gain, quel qu'il soit, doit à leurs yeux compenser et plutôt nettement le risque de provoquer l'ire du président américain, sans même parler des autres participants. Pour autant qu'il existe, ce qui n'est pas évident, ce gain ne peut être que d'ordre interne : le président français a cherché par son coup de théâtre à délivrer un message à l'adresse de sa propre opinion, et dans le même temps peut-être s'attirer la sympathie de tous ceux qui aux Etats-Unis sont des détracteurs de Trump. Car c'est tout même faire un pied de nez à Trump que faire venir Javad Zarif, un homme sous le coup de sanctions américaines, à l'endroit où lui-même se trouve. De fait, l'audace française a produit un certain effet dans les médias américains hostiles à Trump. Et puis, c'est tout. Le ministre iranien a parlé à ceux-là mêmes à qui il avait parlé la veille du G7, c'est-à-dire au président Macron et à son homologue français, Jean-Yves Le Drian, et puis il s'en est allé. C'aurait été autre chose, s'il avait vu Donald Trump. S'il avait été invité pour le rencontrer et lui parler. Le coup de théâtre en aurait été un alors, et de véritable. Dans ce cas, oui, l'audace aurait payé.

M. H.

stagnantes sur les routes. Un travail qui devait être fait avant que les inondations n'aient lieu. «Ce n'est pas le moment de faire un tel travail. Les responsables de l'APC ont eu toute la saison estivale pour effectuer cette tâche», déplore un habitant de cette commune. Selon les responsables de la Seaco (Société de gestion d'eau et d'assainissement), les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la ville ont emporté les déchets et gravats, causant l'obstruction des avaloirs à travers plusieurs axes routiers. Au niveau de la wilaya d'Oum El Bouaghi, les secours ont effectué plusieurs opérations d'épandage des eaux pluviales infiltrées dans 11 habitations à travers les communes de Hanchir Toumaghni et de Ksar Sobhi. Dans la wilaya de Tamanrasset, plusieurs opérations d'épandage des eaux pluviales infiltrées dans 4 habitations ont été effectuées au niveau des cités de Tindehar et Tinhinane.

Thinhinene Khouchi

Rentrée scolaire 2019-2020

Rappel du calendrier des dates de reprise

■ Le ministère de l'Education nationale a rappelé, hier dans un communiqué, le calendrier de la rentrée scolaire 2019-2020 et les dates de reprise de l'administration centrale, du personnel enseignant et des élèves.

Par Hamid M.



Livraison de 656 équipements scolaires pour la rentrée 2019-2020

L'arrêté ministériel n° 90 du 3 octobre 2018 portant calendrier des vacances scolaires de l'année scolaire 2018/2019, définit la date de la rentrée scolaire 2019-2020, pour les administrateurs le dimanche 25 août, pour le personnel enseignant le 1^{er} septembre et pour les élèves le mercredi 4 septembre, a noté le communiqué. «La date de reprise du personnel enseignant dans tous les cycles scolaires, prévue le 1^{er} septembre, pourrait coïncider avec le 1^{er} Moharem, journée chômée et payée, soit le samedi 31 août ou le dimanche 1^{er} septembre», a ajouté la source. Le ministère de l'Education informe, dans ce sens, le personnel enseignant et les responsables du secteur de l'Education au niveau local que «dans le cas où la date de reprise du travail des enseignants (soit le 1^{er} septembre 2019) coïnciderait avec le 1^{er} Moharem, elle sera reportée à lundi 2 septembre à 8h du matin», a conclu le communiqué.

Par ailleurs, en prévision de la rentrée scolaire 2019-2020, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a affirmé avant-hier à Annaba que ses services entendent livrer 656 nouveaux équipements éducatifs dans les trois paliers. «Le ministère de l'Habitat s'attelle à mettre ces équipements scolaires à la disposition du secteur de l'Education nationale», a souligné le ministre dans une déclaration à la presse, en marge de la pose de la première pierre d'un projet de réalisation de 3 077 logements de type location-vente au pôle urbain Ain Djebara, au cours de sa visite de travail à Annaba. «A ce jour, il a été procédé à

l'établissement de 400 procès-verbaux (PV) de réception de structures scolaires dont neuf équipements à Annaba», a détaillé le ministre, ajoutant qu'il s'agit-là du «plus grand nombre d'équipements scolaires réceptionnés durant l'actuelle décennie». A cette occasion, Kamel Beldjoud a précisé que la réception de structures scolaires et autres équipements sportifs et de santé entre dans le cadre de la stratégie de son département ministériel relative à «l'obligation de doter les nouvelles cités et agglomérations de structures d'accompagnement». Sur le projet de la nouvelle ville «Draâ Errich» devant abriter 250 000 logements, le ministre a réitéré l'engagement de l'Etat à «poursuivre les efforts pour parachever, dans les meilleurs délais, les projets des nouvelles villes program-

mées à l'échelle nationale et qui sont au nombre de six». La priorité dans la réalisation des projets de logements à lancer «prochainement» sera donnée aux bureaux d'études et aux entreprises nationales, a insisté le ministre, affirmant que «tous les moyens financiers nécessaires ont été mobilisés par l'Etat». Sur place, le ministre a écouté les préoccupations des représentants des familles occupant les habitations menaçant ruine, à la cité Dorbane à Oued Forcha au centre-ville de Annaba, et a encouragé les familles concernées (24) à «accepter la proposition de leur évacuation, dans les brefs délais, aux logements loués en attendant la réhabilitation de leurs habitations». Relevant la «gravité de la situation», Kamel Beldjoud a souligné que «toutes les parties doivent assumer leur responsabilité devant les instances judi-

ciaires en cas d'incident». Ces familles ont refusé de quitter leurs logements et d'habiter temporairement au pôle urbain Kalitoussa, dans la commune de Berrahal, a-t-on souligné. Dans une rencontre avec les cadres locaux de son secteur, le ministre a appelé à «la relance de l'opération d'élaboration des listes des bénéficiaires du nouveau programme des logements promotionnels aidés (LPA) contenant 121 000 unités à l'échelle nationale». Il a annoncé l'inscription d'un quota supplémentaire de 500 LPA et 500 aides financières à l'habitat rural au profit de la wilaya d'Annaba. Le ministre a visité les projets de réalisation d'une brigade de la Gendarmerie nationale, d'une unité de sûreté urbaine, de deux collèges d'enseignement moyen (CEM) et de trois groupes scolaires implantés au pôle urbain Kalitoussa. H. M.

Incendies à Tizi-Ouzou

Plus de 2 000 hectares de végétation proie des flammes

Une superficie totale de 2 287 hectares de végétation a été la proie d'incendies à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, selon un bilan de la Conservation locale des forêts communiqué hier. Le document, établi du début de la saison et arrêté à la mi-août en cours, fait ressortir 249 feux enregistrés ayant fait disparaître 2 287 ha de surface et occasionné des pertes économiques estimées à 142 126 780,00 DA.

Les surfaces incendiées se répartissent géographiquement à travers la daïra de Tigzirt, touchée par 39 foyers d'incendie ayant occasionné la perte de 613 ha, suivie par Azzefoun avec 307 ha, Mekla 219,5 ha, Azazga 216 ha et Draa El-Mizan avec 193,5 ha brûlés. Le document de la Conservation des forêts fait ressortir que les broussailles sont les plus touchées avec 40% des surfaces

incendiées, suivies des maquis avec 27%, les divers arbres fruitiers avec 25% et enfin les forêts avec 8%. S'agissant du nombre d'incendies enregistrés durant ces trois mois, il est enregistré 31 durant le mois de juin qui ont détruit une superficie de 93,5 ha, 149 qui ont ravagé 1.515 ha pour le mois de juillet et 69 incendies ayant fait disparaître 678,5 ha de végétation durant la première quinzaine du mois

d'août. La conservation a noté, à ce propos, «un nombre important de départs de feu dès le mois de juin, ce qui n'est pas habituel pour un début de saison», occasionnés, selon la même source, par «l'apparition de conditions caniculaires persistantes». Par ailleurs, et s'agissant des causes d'incendies, le document relève «la réduction ou l'absence de zones tampon entre le milieu naturel et le milieu

habité enclavé, qui était souvent à l'origine d'importants départs de feu, par négligence et/ou par manque de vigilance». Au chapitre des estimations financières des dégâts occasionnés par espèce, le chêne-liège représente 80% du montant global des pertes occasionnées, estimées par la même source à 142 126 780,00 DA.

R. N.

Béjaïa

40 accidents enregistrés par la police le mois de juillet

Pas moins de 40 accidents de la route ayant fait 2 morts et 50 blessés ont été enregistrés par les différentes sûretés urbaines, sûretés de daïra, différentes unités de police au niveau du territoire de la wilaya de Béjaïa durant le mois de juillet dernier. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «le facteur humain reste la principale cause de la majorité des accidents». Dans le même sillage, 1 878 amendes forfaitaires dont 359 liées aux motos ont été établies pour non-port de

casque de sécurité, manœuvres dangereuses et défaut de papiers. Il a aussi été enregistré 84 délits routiers, dont 28 liés aux motos, la majorité d'entre elles pour défaut de police d'assurance et permis de conduire. Aussi, 605 retraits immédiats de permis de conduire dont 276 retraits de permis aux motards, 08 véhicules ont été mis en fourrière dont 04 motos et 98 motos ont été mises hors circulation. Durant la même période, quelque 10 333 véhicules dont 1 426 motos, 9 sorties pour surveillance radar au cours

desquels il a été enregistré et rédigé 109 délits pour excès de vitesse.

280 kg de viande impropre à la consommation saisis

Par ailleurs, «pas moins de 280 kg de viandes de volailles impropres à la consommation, des sacs et filets pleins d'abats ont été saisis dernièrement par les éléments des services de police découverts dans un camion frigorifique de marque H100 au

cours d'une ronde policière au niveau de l'intersection de Dawadji», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le camion était conduit par le dénommé H.M. 26 ans résidant à Tichy. «La viande ne portait aucune griffe ni cachet des services vétérinaires prouvant l'abattage légal de la volaille», précise notre source. Et d'ajouter : «Un dossier pénal a été rédigé à l'encontre du contrevenant et adressé aux services concernés et la viande a été détruite après un contrôle vétérinaire». H. Cherfa

Pétrole

Le panier de l'Opep recule à 59,67 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est établi en fin de la dernière semaine (vendredi) à 59,67 dollars le baril, contre 60,50 dollars jeudi, selon les données publiées hier par l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Salem K.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le panier de référence de l'Opep était en moyenne plus élevé en juillet, en hausse de 1,79 dollars, soit 2,8%, atteignant 64,71 dollars/b, grâce à une reprise de la demande de brut asiatique, avait indiqué l'Organisation dans son dernier rapport mensuel. L'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie, avaient reconduit leur

Ph.D. R.



accord de limitation de production lors de la sixième réunion ministérielle des pays Opep et non-Opep tenue en juillet dernier

à Vienne. Cet accord a été prolongé pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} juillet 2019. En décembre 2018, l'Opep avait convenu avec dix pays producteurs non-Opep, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. A noter que les prix de l'or noir ont terminé la semaine en baisse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre s'est établi 59,34 dollars à Londres, en baisse de 1% par rapport à la clôture de jeudi. Sur la semaine, il a gagné 1,2%. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance a fini à 54,17 dollars, 2,1% de moins que la veille. Sur la semaine, il a perdu 1,3%. Les cours ont chuté quand la Chine a annoncé son intention d'imposer de nouveaux droits de

douane sur 75 milliards de dollars d'importations en provenance des Etats-Unis. Le pétrole brut américain fait partie des produits visés par l'augmentation de la taxe d'importation en Chine de 5%. De son côté, le président américain a dans une série de tweets, promis une réponse musclée à Pékin, ce qui a maintenu les cours dans le rouge. Un fort ralentissement de l'économie mondiale pèse à la baisse sur la demande d'or noir et donc sur les cours du baril, selon des analystes.

S. K./APS

Céréales

Le blé et le maïs profitent du G7

Le marché européen dans la perspective d'un apaisement des tensions commerciales internationales et dans l'attente des déclarations de fin de G7 à Biarritz (France). Peu avant 12h30 sur Euronext, la tonne de blé gagnait 1 euro sur l'échéance de septembre, à 166,50 euros, et 0,75 euro sur celle de décembre, à 170,75 euros, pour

plus de 17 700 lots échangés. A la même heure, la tonne de maïs gagnait 1,25 euro sur le contrat de novembre, à 165,75 euros, mais perdait 0,50 euro sur l'échéance de janvier, à 168,75 euros, pour 3 336 lots échangés. Hier, le marché des céréales et de l'ensemble des matières premières agricoles était rivé aux derniers soubresauts de la bataille commerciale USA-Chine.

La situation était tellement critique vendredi après une énième passe d'armes que l'administration Trump projetait d'augmenter le taux d'éthanol dans l'essence, pour «calmer la colère des farmers», souligne Inter-Courtage. Après les tensions de la fin de semaine, le ton semblait être à l'apaisement hier du côté du président américain et des autorités chinoises. L'Arabie

saoudite a acheté 780 000 tonnes d'orge fourragère et l'agence d'Etat Sago a annoncé qu'elle allait acheter 10% de ses besoins en blé à des compagnies saoudiennes basées à l'étranger, signale Inter-Courtage. Hier, le marché suivait aussi un appel d'offres lancé par la Turquie pour 250 000 tonnes de blé meunier.

Mahi O.

Changes

Le yuan au plus bas depuis 2008 sur fond d'embrasement commercial

Le yuan chinois repartait nettement à la baisse hier, touchant ses plus bas niveaux depuis plus de 11 ans face au dollar, sur fond d'embrasement de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. La monnaie chinoise cotait 7,1449 pour un dollar, en repli de 0,69% par rapport à la clôture de vendredi. Il s'agit de son niveau le plus bas depuis le premier trimestre de 2008. Ce décrochage

survient alors que la Chine a annoncé vendredi soir qu'elle allait relever ses droits de douane sur des produits américains représentant 75 milliards de dollars d'importations annuelles. Washington a répliqué immédiatement en annonçant des hausses plus fortes que prévu des droits de douane supplémentaires qui doivent entrer en vigueur en septembre puis en décembre. Le président Donald

Trump a en outre tétanisé les milieux d'affaires américains en les sommant de cesser de faire les affaires avec la Chine. La devise de Pékin avait déjà brutalement cédé du terrain début août, peu après l'annonce par M. Trump d'une extension des droits de douane punitifs frappant les produits chinois à la quasi-totalité du commerce de Pékin. Le yuan n'étant pas librement convertible mais étroite-

ment contrôlé par le gouvernement chinois, Washington a officiellement accusé Pékin de «manipuler» sa monnaie dans le but de soutenir ses exportations. La Chine et les Etats-Unis sont engagés depuis plus d'un an dans un bras de fer commercial qui s'est traduit par l'imposition réciproque de droits de douane punitifs sur plus de 360 milliards de dollars d'échanges annuels.

S. A.

Chine Six nouvelles zones pilotes de libre-échange

LA CHINE a annoncé hier la création de six nouvelles zones pilotes de libre-échange dans le cadre de la réforme et l'ouverture dans la nouvelle ère. Les nouvelles zones pilotes de libre-échange seront situées dans les six régions provinciales du Shandong, du Jiangsu, du Guangxi, du Hebei, du Yunnan et du Heilongjiang, selon le plan publié par le Conseil des affaires d'Etat (gouvernement central). R. E.

Agences

Energie

Total inaugure sa millième station-service à panneaux solaires

Le groupe pétrogazier français Total a inauguré hier sa millième station-service équipée de panneaux solaires, avec l'objectif d'en équiper un millier supplémentaire par an pour atteindre l'objectif de 5 000 stations équipées. Total avait annoncé en novembre 2016 cet objectif, représentant environ un tiers de son réseau, qu'il souhaitait atteindre en cinq ans. L'installation de panneaux

solaires doit permettre de limiter les émissions de CO2 mais aussi de réduire la facture d'électricité. Hier, Total a annoncé dans un communiqué avoir inauguré sa millième station solarisée à Marrakech, «une étape symbolique» dans ce déploiement au niveau mondial. «Ce déploiement dans 57 pays va s'intensifier dans les prochains mois pour atteindre un rythme d'environ 1 000 stations par an», explique

le groupe. Total mène aussi des projets de solarisation de ses sites industriels et tertiaires (usines de production, bureaux, raffineries...). «A ce stade ont été identifiés des projets de solarisation de diverses installations industrielles ou bureaux du groupe qui représentent une puissance globale supérieure à 210 MWc, soit l'équivalent de l'électricité consommée par une ville de 200 000 habitants», indique Total.

Les grands groupes pétroliers et gaziers ont pris à des degrés divers le virage de la transition énergétique en se diversifiant dans les renouvelables et en ayant pour certains recours sur leurs propres installations. L'anglo-néerlandais Shell avait ainsi annoncé début août l'installation de panneaux photovoltaïques sur sept usines de lubrifiants en Europe et en Asie.

Sahara occidental

Le Front Polisario met en garde contre les «graves conséquences» du blocage

■ Le Front Polisario a mis en garde contre le danger d'un blocage du processus de paix mené par les Nations unies et l'Union africaine pour la décolonisation du Sahara occidental, évoquant le «manque d'intérêt» du Conseil de sécurité et de la communauté internationale, en particulier après la démission de l'Envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental, l'ancien président allemand Horst Kohler, dans la recherche d'une solution pacifique et définitive du conflit sahraoui.

Par Fella Y.

Sous la direction du président de la République arabe démocratique et sahraouie (RASD), Brahim Ghali, le secrétariat national du Front Polisario a tenu une session extraordinaire les 21, 22 et 23 août, au cours de laquelle un examen de la situation actuelle au niveau national, régional et international a été établi, a indiqué l'agence SPS. A cette occasion, le secrétariat national du Front Polisario a averti que la persistance de puissances étrangères bien connues, telles que la France dans la défense de la thèse agressive et expansionniste du Royaume du Maroc et l'occupation illégale de certaines parties du territoire du Sahara occidental ne feraient que créer davantage de causes de tensions et menaceraient la paix et la stabilité dans la région, a ajouté la même source. Dans ce contexte, le secrétariat national du Polisario a mis en garde contre les mouvements suspects et les abus répétés commis par le régime d'occupation marocain au niveau de la zone tampon Guerguerat, qui violent l'accord de cessez-le-feu et l'accord militaire n° 1 signé en 1991, appelant «le Conseil de sécurité des Nations unies à prendre des mesures strictes et urgentes pour éviter de graves dérapages et leurs conséquences». Le Front Polisario a demandé, en outre, au Conseil de sécurité de prendre des décisions fermes pour éviter de graves conséquences, relevant à ce propos la situation préoccupante dans les zones sahraouies occupées, où les agents marocains recourent



à la répression et à la violence contre des manifestants sahraouis pacifiques. Appelant l'Union africaine et les Organisation des Nations unies à garantir au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, le secrétariat national du Polisario a exprimé, également, sa préoccupation quant à l'ampleur du phénomène de trafic de drogue en provenance du Maroc, assurant que le Royaume marocain soutient et encourage le crime organisé et les groupes terroristes dans l'objectif de mettre en péril les populations et les pays de la région.

La RASD participera au 7^e sommet de la TICAD fin août à Yokohama

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) participera au 7^e sommet de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), qui se tiendra du 28 au 30 août à Yokohama au Japon, ont indiqué des responsables sahraouis. Ce 7^e sommet se tiendra en présence des pays membres de l'Union africaine, de représentants de grandes entreprises japonaises et africaines, ainsi que d'organisations de la société civile. Il se tiendra en par-

tenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale, la Commission de l'Union africaine et le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique. Il portera sur trois thèmes phares : l'accélération de la transformation économique et du climat des affaires et des investissements, la construction de sociétés durables, ainsi que l'établissement de fondements de prospérité et de sécurité sur le continent africain. Récemment, le 39^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui s'est achevé dimanche dernier

dans la capitale tanzanienne, Dar Es Salaam, a réaffirmé son attachement à la défense de la cause sahraouie tant au sein de l'Union africaine que des Nations unies, soulignant que la RASD ne peut être exclue d'aucun forum entre l'Union africaine et des tiers. A cet égard, le 39^e Sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe a ordonné au secrétaire exécutif de l'organisation d'écrire au gouvernement japonais afin que la RASD ne soit pas exclue du sommet de la TICAD. Le sommet a approuvé une déclaration finale dans laquelle il a consacré plusieurs manifestations ponctuelles à la solidarité ferme et permanente de la SADC avec la RASD. A cet égard, les chefs d'Etat ont félicité les présidents Hage Geingob (Namibie) et Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud) pour l'organisation et le succès de la conférence de solidarité de la SADC avec la RASD, tenue en mars dernier à Pretoria. Le sommet a également souligné que la solution juste et durable au conflit au Sahara occidental réside dans le respect des aspirations légitimes et justes du peuple sahraoui. La SADC, qui compte aujourd'hui parmi les plus importantes communautés économiques régionales de l'Union africaine (UA), comprend 16 Etats membres (Angola, Botswana, Comores, RDC, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC se tiendra à Maputo. Mozambique en 2020.

F. Y./Agences

Tunisie

Des partis politiques appellent à mettre la justice à l'abri de l'instrumentalisation

Plusieurs partis politiques tunisiens ont appelé à mettre le pouvoir judiciaire à l'abri de toute instrumentalisation et des querelles électorales, et ce, suite à l'émission, vendredi, par la Chambre d'accusation de la cour d'appel de deux mandats de dépôt à l'encontre des frères Nabil et Ghazi Karoui, rapportent dimanche des sources médiatiques tunisiennes. Lors d'une conférence de presse organisée samedi par le parti «Au Cœur de la Tunisie», le dirigeant de cette nouvelle formation politique, lyadh Elloumi, a déclaré que la justice et l'institution sécuritaire ne sont pas impliquées dans les manœuvres «fomentées» contre le candidat à la présidentielle, Nabil Karoui, président du parti,

accusant «le Chef du gouvernement Youssef Chahed et ses complices d'être derrière son arrestation». «Nabil Karoui est le premier détenu politique après la révolution», a-t-il dit, estimant que son arrestation constitue une affaire politique par excellence. Selon lui, le juge d'instruction au Pôle judiciaire et financier n'a pas délivré un mandat de dépôt mais a uniquement ordonné quelques mesures préventives, notamment l'interdiction de voyage et le gel des avoirs. «L'émission par la chambre d'accusation de la cour d'appel de deux mandats de dépôt contre Ghazi et Nabil Karoui vise à perturber le processus électoral à l'instigation de Youssef Chahed, candidat à la présidentielle», a-t-il affirmé, cité

par l'agence TAP. Elloumi s'est félicité, dans ce contexte, de la position de plusieurs concurrents de Nabil Karoui, en lice pour le scrutin présidentiel qui lui ont apporté leur soutien dont notamment Abdelfattah Mourou, Hatem Boulabyar et Abdelkrim Zbidi. De son côté, le mouvement Ennahdha a publié une déclaration dans laquelle il invite toutes les parties concernées à apporter les clarifications nécessaires sur les bien-fondés des procédures engagées à l'encontre des frères Karoui. Le parti se dit attaché à l'indépendance du service public et à le tenir à l'écart des tiraillements politiques. Pour sa part, le conseil des secrétaires généraux du Front populaire a mis en garde contre les conséquences

de l'instrumentalisation de la justice, des appareils de la sécurité et des moyens de l'Etat pour régler les conflits politiques sous couvert de la lutte contre la corruption. Pour sa part, l'instance exécutive de Afek Tounes a appelé le gouvernement à éviter l'instrumentalisation du pouvoir dans les querelles électorales dans le but d'écarter les adversaires, invitant le Chef du gouvernement, Youssef Chahed, candidat à la présidentielle, à respecter l'Etat de droit et des institutions et à trancher les affaires importantes loin de toute forme sélective. De son côté, le candidat d'Ettakatol à l'élection présidentielle, Elyes Fakhfakh, a estimé que le pouvoir exécutif se doit de faire preuve de transparence et d'éviter

toute suspicion d'instrumentalisation des moyens de l'Etat pour écarter les adversaires politiques. Pour lui, tous les citoyens doivent bénéficier du principe d'égalité devant la justice. Il s'agit également, soutient-il, de lutter contre l'impunité pour tout contrevenant. Elyes Fakhfakh considère, en outre, que le fait de provoquer cette affaire à quelques jours du lancement de la campagne électorale est de nature à menacer le climat électoral. Nabil Karoui, propriétaire de Nessma TV, président du parti «Au Cœur de la Tunisie» et candidat à l'élection présidentielle anticipée prévue le 15 septembre prochain, a été arrêté vendredi et conduit à la prison de la Mornaguia.

Sara B./APS



Soudan

Les chrétiens aspirent à une liberté longtemps hors de portée

■ Opprimés sous le règne du président Omar el-Béchir aujourd'hui déchu, les chrétiens du Soudan espèrent que la transition politique marque le début d'une ère de plus grande liberté religieuse.

Par Rosa C.

Dans le labyrinthe de ruelles poussiéreuses d'Omdourman, ville voisine de la capitale Khartoum, l'église de Youssef Zamgila est encore dissimulée dans la cour d'une maison. Elle consiste en quelques bancs en fer, une chaire et des croix grossièrement peintes sur des piliers qui soutiennent un toit ondulé. L'église «précédente a été détruite parce que nous n'avions pas les papiers requis». (Les autorités ont toujours refusé (la construction) de l'église», explique le pasteur luthérien. Le Soudan figure dans les dernières places du classement international de la fondation catholique Aide à l'Église en détresse (AED) sur la liberté religieuse. Celle-ci était pourtant mentionnée dans la Constitution en vigueur sous M. Béchir. Selon les autorités, les chrétiens ne représentent que 3% des 40 millions de Soudanais, un chiffre contesté par les leaders de la communauté qui l'estiment plus élevé. Cette

minorité compte des coptes, des catholiques, des anglicans et d'autres confessions, dont de nombreuses ont été poussées à la clandestinité sous l'ancien régime. Des associations caritatives étrangères ayant aidé les chrétiens soudanais ont aussi été expulsées, surtout après la sécession du sud du pays – à majorité chrétienne – en 2011. «Les autorités pensaient que les églises et les associations chrétiennes soutenaient l'indépendance du Sud», relève Ezekiel Kondo, évêque anglican de Khartoum. «L'État a constamment suivi une stratégie d'affaiblissement de l'Église», affirme-t-il dans son bureau, de l'autre côté de la grande église au sein de laquelle il officie, dans le centre de Khartoum. «Nos enfants ne peuvent pas s'instruire sur le christianisme puisque l'environnement dans lequel ils baignent est entièrement façonné pour les musulmans», regrette Jacob Paulus, un enseignant de 28 ans d'Omdourman. Porté au pouvoir en 1989 par un coup d'État soutenu par les islamistes,



PH. > D. R.

le président Béchir a été déchu en avril par l'armée sous la pression d'un mouvement de contestation inédit. Après la signature d'un accord entre les généraux ayant succédé à M. Béchir et la contestation, une instance de transition composée de civils et de militaires a été investie le 21 août. Parmi ses 11 membres figure une chrétienne, Raja Nicolas Abdel Massih. En outre, la Constitution adoptée pour encadrer la transition, qui doit durer un peu plus de trois ans, ne considère pas l'islam comme une caractéristique définissant l'État, alors que le pays était sous Omar el-Béchir régi par la charia (loi islamique), instaurée dès 1983. «Au moins, maintenant, nos dirigeants reconnaissent les chrétiens comme faisant partie de ce pays», se réjouit le pasteur Mata Boutros Komi. «Les chrétiens ont prié pour ce chan-

gement pendant des décennies, nous sommes contents car ce changement est arrivé». A ses côtés dans l'église de fortune d'Omdourman, le pasteur Youssef Zamgila partage cet optimisme. «Les chrétiens aussi ont participé aux manifestations, ils avaient de bonnes raisons (pour cela). Je pense que les heurs les plus sombres sont derrière nous». Ce mois, des chrétiens ont manifesté à Khartoum pour réclamer des droits égaux, une scène difficilement imaginable sous Béchir. Mais d'autres appellent à la prudence. «Nous sommes d'un optimisme prudent», dit John Newton, de l'antenne britannique de la fondation AED. «Nous étions inquiets lorsqu'en mai le Conseil militaire (ayant succédé à M. Béchir) a annoncé que la charia serait maintenue». La présence de militaires ayant

fait carrière sous Béchir au sein du nouveau Conseil souverain a fait craindre que la révolution soudanaise soit de courte durée. L'évêque Ezekiel Kondo estime que la priorité est d'assurer la paix dans le pays, déchiré par des rébellions et des conflits dans des régions peuplées de minorités non arabes ou non musulmanes. «Un document n'apaise pas à lui tout seul la souffrance d'un peuple», prévient-il. «Pour que cette transition fonctionne, il doit y avoir la paix. Ensuite, toutes les autres choses importantes se produiront aisément.» Instillée durant des décennies, la «mentalité islamiste est toujours là», renchérit-il. Pour l'évêque, tout dépendra de la capacité à mettre en œuvre «les principes de la transition». Si tel est le cas, «alors oui, nous aurons du changement.»

R. C.



Commentaire

Efforts

Par Fouzia Mahmoudi

Si les échanges houleux entre Téhéran et Washington font à chaque fois la une, l'Iran a également des relations avec de nombreux autres pays, notamment à travers l'Accord sur le nucléaire de 2015 dont les États-Unis se sont retirés il y a dix-huit mois. Le président français a ainsi rencontré le ministre iranien des Affaires étrangères en marge du 45^e Sommet du G7 à Biarritz après que Donald Trump ait démenti avoir donné son accord à une médiation française vis-à-vis de l'Iran au sein du G7. En diplomatie, les mots, les orgueils et les fiertés, les traductions aussi, peuvent parfois compter davantage que les faits. Mais ces derniers demeurent. Et si Emmanuel Macron a concédé qu'il n'avait «pas de mandat formel du G7 pour discuter avec l'Iran», les membres du club des puissances démocratiques ont confirmé pendant leur dîner, samedi, qu'ils partageaient en la matière les mêmes objectifs. Ils ne veulent ni d'un Iran doté de l'arme nucléaire ni d'un embrasement du Moyen-Orient. Cet accord de consensus a suffi pour provoquer un coup de théâtre à Biarritz, où le chef de la diplomatie iranienne a fait une arrivée surprise pour s'entretenir avec son homologue français, Jean-Yves Le Drian. La décision d'inviter Mohammad Javad Zarif a été prise sitôt les convives sortis de table. Si le G7 n'a pas vocation à produire des décisions, l'enceinte de discussion qu'il représente permet de clarifier les positions de ses membres et parfois de réaliser des avancées. Sur le dossier iranien, malgré la réaction épidermique de Donald Trump, qui supporte mal qu'Emmanuel Macron «parle au nom des États-Unis», le président français a non seulement évité la rupture, mais il a rendu possible un déblocage de la situation. Le dossier iranien est l'une des priorités de politique étrangère d'Emmanuel Macron. Au point qu'il a encouragé la volonté française de se rapprocher de la Russie de Vladimir Poutine, l'un des garants du compromis de Vienne. Le président français s'est donné pour mission de sauver l'accord sur le nucléaire iranien, signé en juillet 2015 et menacé par le retrait unilatéral de Donald Trump en mai 2018. Téhéran a répondu en juillet dernier en se libérant de certains de ses engagements et menace de le tuer définitivement en prenant de nouvelles mesures de rétorsion en septembre. Depuis 2003, la France est le pays le plus investi dans les questions de prolifération iranienne. C'est elle, déjà, qui, sous la houlette de Laurent Fabius, avait durci l'accord de Vienne en juillet 2015, face à un Barack Obama prêt à des concessions vis-à-vis de l'Iran. Reste à voir si les efforts français suffiront à maintenir le dialogue avec Téhéran et surtout à faire en sorte que l'accord sur le nucléaire continue à maintenir un semblant de coopération entre les Iraniens et l'Occident.

F. M.

Sud du Yémen

Ryad et Abou Dhabi réitèrent leur appel à des négociations

L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont appelé à nouveau hier les séparatistes et le gouvernement yéménites à négocier en faveur d'un apaisement dans le sud du Yémen, théâtre d'affrontements meurtriers. Ces affrontements ont pour toile de fond des différends entre les séparatistes, soutenus par les Emirats arabes unis, et le gouvernement, appuyé par l'Arabie saoudite, deux entités qui font théoriquement partie d'un même et seul camp. Ils ont ainsi mis à mal l'alliance entre Ryad et Abou Dhabi, piliers de la coalition qui intervient au Yémen contre les rebelles Houthis. Dans un communiqué commun, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont exhorté les deux parties yéménites à collaborer avec un comité chargé de faire cesser les affrontements. Les deux pays ont pressé aussi le gouvernement et les séparatistes à «s'engager rapidement dans le dialogue» (que l'Arabie saoudite veut organiser) à Jeddah» sur le sud du Yémen.

Pour le moment, le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi refuse de dialoguer tant que les séparatistes ne quittent pas toutes les positions conquises à Aden, la grande ville du sud du Yémen. Après les combats déclenchés le 7 août à Aden – siège provisoire du gouvernement – les affrontements se sont déplacés dans la province voisine d'Abyane puis dans celle de Chabwa, plus au nord. A Aden, les séparatistes du Conseil de transition du sud (STC) ont pris des bâtiments publics et des positions militaires au gouvernement. Ils se sont retirés des premiers mais refusent d'évacuer les autres positions conquises. Dans la province d'Abyane, les séparatistes ont pris deux QG militaires au gouvernement mais ils ont subi un revers hier dans la province de Chabwa qui est passée totalement sous contrôle du gouvernement, selon des sources des services de sécurité. Après avoir pris samedi le contrôle d'Ataq, chef-lieu de la

province de Chabwa, les forces du gouvernement ont réussi hier à retourner trois bataillons de forces séparatistes qui ont changé de camp, ont précisé ces sources. D'autres unités séparatistes ont évacué, sans combats, d'autres zones de la province où de nombreux renforts du gouvernement ont été acheminés, toujours selon les mêmes sources. Après avoir été chassé de Sanaa en 2014 par les Houthis, le pouvoir a déclaré Aden «capitale provisoire» du Yémen, où une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite aide le gouvernement Hadi contre ces rebelles issus de l'importante minorité zaidite concentrée dans le nord du pays. Le Yémen du Sud était un État indépendant avant sa fusion avec le Nord en 1990. Les séparatistes y sont restés puissants. La guerre au Yémen a fait depuis 2014 des dizaines de milliers de morts dont de nombreux civils d'après des ONG, et plongé le pays dans la pire crise humanitaire au monde selon l'ONU.

Clôture du Festival de cinéma de Douarnenez

22 500 entrées enregistrées, un record

■ Le Festival de cinéma de Douarnenez, consacrée dans sa 42^e édition à l'Algérie, s'est achevée avec plusieurs bonnes notes. Entre autres, la fréquentation qui a bondi de 26% entre 2018 et 2019. De par les avis unanimes, il s'agit de l'une des éditions les plus réussies depuis le lancement de cet évènement.

Par Abia Selles

Les avis vont, tous, dans le même sens. La 42^e édition du Festival de cinéma Douarnenez a été une totale réussite sur tous les plans. Les organisateurs de cette grande manifestation internationale n'ont pas lésiné sur les moyens pour ne rien laisser au hasard. Christian Ryo, directeur du festival, se réjouit et affirme que cela devrait en appeler d'autres succès à l'avenir. «*Nous ne pouvons que constater que cette édition a été une réussite, avec une belle participation de la part des festi-*

valiers. Nos invités algériens (l'Algérie était le pays à l'honneur cette année NDLR) ont été très satisfaits des moments de rencontre qu'ils ont pu avoir avec le public», a déclaré Ryo dans des déclarations à l'issue de la cérémonie de clôture. Le responsable en question affirme que la fréquentation a connu un bond, avec 22 500 entrées en salles, contre 17 800 en 2018. «*Cette progression peut s'expliquer de différentes manières. L'Algérie étant le pays invité, cela a contribué à l'attrait du public, car des liens très forts existent entre les Algériens et les Français. Un élan de soutien s'est aussi exprimé après l'annonce de nos difficultés financières. Et puis ce festival reste un événement unique au niveau des échanges et des débats. Ce qui a été semé il y a 42 ans, nous en récoltons les fruits aujourd'hui*», détail Ryo, qui a évoqué, ensuite, la prochaine édition de 2020. Dans ce sillage, il affirme que les organisateurs y pensent déjà et décideront dans les semaines à venir du pays invité de l'année prochaine. «*Ce qui est positif, c'est que nous n'avons pas creusé le déficit*



cette année, même si cette édition était sous observation. Il faut repenser le festival, car accueillir plus de monde pose des ques-

tions en termes de logistique, d'équipes et de bénévolat», a-t-il conclu. Créé en 1978, ce festival a pour objectif principal de faire

découvrir les peuples minorisés et/ou minoritaires qui luttent pour leurs cultures, leurs langues et leur identité. **A. S.**

Festival du film arabe de Amman

Le documentaire «Des moutons et des hommes» projeté

Le long métrage documentaire «*Des moutons et des hommes*», du réalisateur Karim Sayad, a été sélectionné au programme du 9^e Festival du film arabe de Amman qui s'ouvre ce soir, annoncent les organisateurs. D'une durée de 78mn, «*Des moutons et des hommes*»,

coproduction entre l'Algérie, la Suisse, la France et le Qatar, met en avant l'univers des combats de béliers et de moutons qui s'installe dans la ville d'Alger à l'approche de la fête de l'Aïd El Adha. Ce documentaire avait décroché, en 2018, le Prix spécial du jury du Festival du cinéma

arabe de l'Institut du monde arabe à Paris (France), en plus d'avoir participé au 14^e Festival du film arabe de Sao Paulo au Brésil. En plus de cette participation algérienne le Festival du film arabe de Amman verra la projection d'œuvres en provenance du Maroc, d'Egypte, de Palestine,

du Yémen, ou encore du Liban qui s'étaleront jusqu'au 30 août. Fondé en 2011 par la «*Commission royale jordanienne du film*» ce festival est considéré comme un espace d'échange et de rencontre pour les professionnels du septième art des pays arabes. **K. M.**

Festival «Cinéma sans frontières»

Deux courts métrages algériens en compétition

Les courts métrages «*Cocota*» de Khaled Bounab et «*La page blanche*» de Mohamed Nadjib Lamraoui ont été sélectionnés en compétition du 6^e Festival «Cinéma sans frontières» prévu dans la ville marocaine de Saïdia, qui a débuté hier pour être clôturé samedi prochain, annoncent les organisateurs. Sorti en 2019, «*Cocota*» est un huis clos mettant en scène les membres d'une brigade de cuisine chacun pris au piège de sa condition sociale, comme flottant désespérément dans une cocotte-minute, où la pression ne cesse de monter. Dans cet univers, il faut savoir donner la priorité de l'intérêt général avant que le couvercle ne saute. Egalement sorti cette année et présenté au Festival d'Oran du film arabe, «*La page blanche*» traite du désarroi d'un romancier déchiré entre sa propre vision de la

littérature et la pression sociale et financière qui le pousse à écrire pour répondre à des attentes plus lucratives pour son éditeur et son entourage. Ce festival prévoit une compétition maghrébine qui compte sept longs métrages de fiction en lice pour le Grand prix «*Perle*

bleue» et sept courts métrages concourant pour le prix «*l'Orange*». Le programme de ce rendez-vous sera également marqué par l'organisation de conférences axées entre autres sur l'industrie cinématographique, la migration dans le cinéma marocain et étranger, et la

langue cinématographique. Initiée par l'Association «*Al Amal* pour la cohabitation et le développement», cette manifestation artistique vise à promouvoir la culture cinématographique dans l'est du Maroc. **L. B.**

Semaine coréenne

Rendez-vous le 21 septembre à Alger

L'ÉDITION 2019 de la Semaine coréenne aura lieu du 21 au 26 septembre prochain à Alger. La manifestation mettra en avant une série d'événements culturels et appelle des bénévoles à participer à l'organisation. C'est dans le cadre de la Semaine coréenne qui se déroulera au niveau de l'Ambassade de la République de Corée que seront mis en avant des happenings directement liés à un, voire plusieurs aspects de la culture coréenne. Au programme, compétition de taekwondo, concours et démonstration de musique coréenne, concert de l'orchestre symphonique

des jeunes de Busan. Mais aussi projection de films coréens, concours d'expression orale en langue coréenne et ateliers de calligraphie. Un planning riche qui satisfera un très large public de fans et d'amateurs de la culture coréenne. Par ailleurs, l'Ambassade de la République de Corée recherche des bénévoles qui pourront aider à l'organisation. Pour ce faire, elle recevra des dossiers de candidature constitués d'une lettre de motivation et d'une fiche de renseignement avec nom, prénom, numéro de téléphone et adresse email. **A. A.**

AGEND'ART

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)
Ce soir à partir de 21h : Concert avec Naima Dziria et Hassiba Abderaouf.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août : Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Alger-Centre)

Le 19 septembre 2019 : Concert de Kendji Girac à 20h30.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local B32, El-Madania, Alger)

Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «*Convergence*» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.



EN A'

Belmadi déchargé, Batelli le remplace

ALORS que c'est Djamel Belmadi qui a convoqué les 22 joueurs locaux composant la sélection nationale A' pour un stage qui doit débuter demain, en vue du match éliminatoire du CHAN face au Maroc, la FAF vient d'annoncer laconiquement un staff dirigé par Ludovic Batelli, le directeur des Equipes nationales...

Le plus étonnant c'est que le reste du staff est composé de celui des A, à savoir Aziz Bourras, Amara Merouani, Serge Romano et Zoheir Bensedira, ainsi que Frédéric Faure, nouveau préparateur physique qui doit remplacer Alexandre Dellal.

«L'ensemble soutenu et encouragé par le sélectionneur national», précise le communiqué.

On ne sait pas encore les raisons de ce choix alors que Belmadi avait annoncé dès son

arrivée sa volonté de diriger aussi la sélection des locaux en vue du CHAN 2020.

C'est donc finalement Ludovic Batelli qui va s'occuper des A', alors qu'il est en charge aussi des U23 qui doivent disputer une double confrontation face au Ghana début septembre (6 et 10 septembre) pour se qualifier à la CAN de la catégorie.

Pour rappel, les A' doivent disputer une double confrontation décisive face au Maroc, le 20 septembre en Algérie et le 28 octobre au Maroc, pour se qualifier au Championnat d'Afrique des Nations 2020.

Enfin, n'oublions pas que la sélection nationale A, doit disputer des matchs amicaux du 2 au 10 septembre (date FIFA) mais pour le moment on ne connaît pas les éventuels adversaires. C'est sans doute la raison de ce désistement.

France

Slimani débute fort avec Monaco

L'ATTAQUANT international algérien Islam Slimani a inscrit son premier but sous les couleurs de son nouveau club, l'AS Monaco, dimanche après-midi, à l'occasion de la troisième journée du Championnat de Ligue 1 française de football, ayant vu les Rouge et Blanc se neutraliser à domicile contre Nîmes Olympique (2-2). L'avant-centre de 31 ans, sous contrat avec la formation anglaise de Leicester City jusqu'en 2021 avait débarqué sur Le Rocher le 20 août courant, sous forme d'un prêt, avec option d'achat, lui qui avait évolué les deux précédentes saisons à Fenerbahçe (Turquie) et à Newcastle (Angleterre) également sous forme d'un prêt. Champion d'Afrique des nations avec les Verts lors de la CAN-2019 en Egypte, Slimani avait ouvert le score pour l'ASM à la

39', après une belle passe d'Onyekuru, alors que le franco-tunisien Wissam Ben Yedder avait doublé la mise dans le temps additionnel de cette première période (45'+1). Néanmoins, l'expulsion de Jemerson, survenue à la 56', a fini par tout remettre en cause, puisque réduit à dix, l'ASM a fini par se faire rejoindre au score. Les visiteurs avaient commencé par réduire le score à la 70' par Philippeaux, avant de remettre les pendules à l'heure à la 82', grâce à Denkey. Le milieu de terrain international algérien Zinedine Ferhat, arrivé cet été à Nîmes en provenance du Havre (L2), était directement impliqué dans ces deux buts, puisqu'il était passeur décisif aussi bien pour Philippeaux que pour Denkey.

Ligue des champions (tour préliminaire/retour) L'USMA passe aux 16^{es} et retrouvera Ghor Mahia

■ L'USM Alger a décroché son billet pour les seizièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique en confirmant la victoire de la manche aller face au club mauritanien de l'AS Sonidep par un autre succès sur le score de (3/1) au stade 5-Juillet d'Alger, dans le cadre du tour préliminaire de la C1.



Les Usmistes confirment leur solidité

Par Mahfoud M.

Mahious a donné l'avantage pour les «Rouge et Noir» à la 26^e minute, avant que le Libyen Elafi ne corse l'addition sur penalty (35'). En seconde période, les visiteurs ont réduit le score à la 59^e minute par Kheiraoui qui a trompé son propre gardien, avant qu'Ardji ne corse l'addition (64'). Le champion d'Algérie sortant rencontrera au prochain tour les Kényans de Gor Mahia, qualifiés aux dépens de l'Aigle Noir du Burundi (aller : 0-0, retour : 5-1). C'est une ancienne connais-

ce pour les Usmistes qui avaient déjà eu à rencontrer cette même équipe il y a deux saisons, en phase des poules de la plus prestigieuse des compétitions africaines. La mission s'annonce difficile pour le club algérois mais pas impossible si les joueurs montrent la même détermination que lors de ce match face aux Mauritaniens en plus des deux journées de la Ligue 1 où l'équipe a engrangé quatre points, ce qui peut être considéré comme un bon départ pour une formation qui souffre d'un grand problème financier avec le blocage des comptes bancaires. Ce début permettra très certainement au jeune coach, Bilal Dziri, de travailler avec plus de sérénité maintenant, en tentant d'apporter les correctifs qui s'imposent pour les prochains matchs

qui seront tout aussi difficiles. Il faut savoir que la JSK, qui est dans la même compétition, affrontera les Guinéens de Horoya Conakry. La manche aller aura lieu les 13-15 septembre, alors que la manche retour se disputera les 27-29 septembre. En Coupe de la Confédération africaine, les deux représentants algériens, le CRB et le PAC, n'auront pas la partie facile puisqu'ils seront opposés à des adversaires solides. Le Chabab donnera la réplique aux Egyptiens de Pyramide (13-15 septembre pour le match aller, 27-29 septembre pour le match retour). Pour leur part, les gars du PAC rencontreront le club tunisien voisin, le CS Sfax (aller les 13-15/09, retour les 27-29 septembre).

M. M.

Jeux africains-2019 (Tennis de table/par équipes) L'EN dames décroche le bronze

L'ÉQUIPE algérienne de tennis de table (dames) a remporté la médaille de bronze du tournoi par équipes des 12^{es} Jeux africains de Rabat au Maroc (19-31 août), après sa victoire face à la Tunisie sur le score de 3 à 1 en match de classement joué à la salle Omnisports Moulay El Hassan à Rabat. Composée de Hiba Feredj, Loghraïbi Lynda et Katia Kessaci, l'équipe algérienne n'a laissé aucune chance aux Tunisiennes en enlevant les quatre matchs. Hiba Feredj a ouvert l'appétit à ses compatriotes en battant son adversaire Manel Baklouti 3-1 (3-11, 11-9, 11-5, 11-9) lors du premier match, avant que Loghraïbi ne lui emboîte le pas face à Sifa Saidani 3-1 (11-2, 9-11, 11-6, 11-6). Lors du match suivant, Katia Kessaci a été défaite par Fadwa Garcia 1-3 (9-11, 6-11, 11-8, 8-11), mais Loghraïbi a scellé le sacre de l'équipe algérienne face à Manel Baklouti 3-1 (11-6,

11-6, 4-11, 11-7). Avec cette médaille de bronze, l'équipe algérienne dames a réédité la performance des 11^{es} Jeux africains à Brazzaville au Congo, où elle avait réalisé la même performance. La 4^e place du tournoi par équipes est revenue à la Tunisie qui prend l'autre médaille de bronze malgré sa défaite (le podium en tennis de table est composé de quatre équipes). A Rabat, l'équipe algérienne avait espéré mieux avant d'affronter l'Egypte en demi-finale, mais les Egyptiennes ont eu le dernier mot. Face à l'Egypte, l'équipe algérienne, composée du trio Lynda Loghraïbi, Widad Nouari et Katia Kessaci, n'a réussi à prendre qu'un seul set remporté par Loghraïbi face Youstra Helmy 1-3 (6-11, 11-6, 5-11, 9-11). Ses compatriotes n'ont pas pu faire mieux, puisque Kessaci a perdu face à Abdel-Aziz Farah 3-0 (2-11, 3-11, 5-1) et Nouari face à la

capitaine égyptienne Dina Meshref 3-0 (2-11, 3-11, 1-11). En quart de finale, l'équipe algérienne avait éliminé le Congo (3-0). Le titre du tournoi par équipes des JA-2019 est revenu à l'Egypte vainqueur du Nigeria 3-2, dans un match très disputé qui a permis aux Egyptiennes de se qualifier aux Jeux Olympiques de Tokyo au Japon (JO-2020). Chez les messieurs, l'équipe algérienne composée du quatuor (Mohamed Sofiene Boudjadja, Larbi Bouriah, Abdelbasset Chaichi et Sami Kherouf) s'est contentée de la 9^e position. La médaille d'or est revenue à l'Egypte (qui a arraché le ticket pour les JO-2020), devant le Nigeria, alors que les médailles de bronze ont été remportées par la Tunisie et le Congo. Le Tournoi africain par équipes de tennis de table (messieurs et dames) a regroupé 18 pays chez les masculins et douze en féminine.

Coupe arabe des clubs (tour préliminaire) La JSS décroche son billet qualificatif

La JS Saoura s'est qualifiée pour les 16^{es} de finale de la Coupe arabe des clubs de football, en s'imposant dimanche soir face aux Tunisiens du CA Bizertin 1 à 0 (mi-temps : 0-0), en match disputé au stade d'El-Jadida (Maroc), comptant pour la 3^e et dernière journée (Gr.B) du tournoi préliminaire. L'unique but de la partie a été inscrit par le défenseur Nacreddine Khoualed à la 90^e minute de jeu. A l'issue de cette rencontre, la formation de la Saoura termine leader de son groupe avec 9 points, devant le CA Bizertin (6 pts). Dans l'autre match de cette poule, Télécom Djibouti s'est imposé face au club comorien de Fomboni FC de Moheli (3-2). La JSS rencontrera au prochain tour le club saoudien d'Al-Shabab, où évolue le défen-

seur international algérien Djamel Eddine Benlameri. Les deux autres représentants algériens dans cette épreuve, le MC Alger et le CS Constantine, exemptés du tour préliminaire, entreront en lice dès les 16^{es} de finale. Le CSC accueillera mardi les Bahreïniens d'Al-Muharraq au stade de Chahid-Hamlaoui de Constantine (20h30), alors que le «Doyen» recevra les Omanais d'Al-Dhafar, le 24 septembre au stade du 5-Juillet (20h30). La précédente édition de la Coupe arabe des clubs avait été remportée en avril dernier par les Tunisiens de l'ES Sahel, vainqueurs en finale face aux Saoudiens d'Al-Hilal (2-1). L'Union arabe de football (UAFA) a réservé 6 millions de dollars au vainqueur.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tennis de table

L'Algérien Mounir Bessah désigné directeur des relations à la Fédération internationale

L'ALGÉRIEN Mounir Bessah, conseiller en sport, a été désigné directeur du département des relations avec les membres de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF), en marge des réunions de l'instance internationale tenues à l'occasion des 12^e Jeux africains qui se poursuivent à Rabat au Maroc jusqu'au 31 août, a rapporté le site de l'instance mondiale. Bessah qui prendra ses nouvelles fonctions à partir du 1^{er} septembre 2019, aura la charge de renforcer les relations avec les membres de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF), qui est actuellement la seule organisation sportive au monde comptant au maximum 226 membres, c'est pour une vision de développement de la discipline que l'ITTF a décidé de mettre en place ce nouveau département au sein de sa structure de personnel professionnel en croissance constante et afin de soutenir toutes les associations nationales et fédérations continentales affiliées. L'Algérien veillera à ce que tout le soutien financier fourni dans le cadre de diverses initiatives de l'ITTF soit mis en œuvre dans le meilleur intérêt du tennis de table. Le département travaillera en étroite collaboration avec les associations nationales et les fédérations continentales, car la FITT continue de porter le tennis de table à de nouveaux som-

ets au niveau professionnel dans le monde entier. Bénéficiant d'une expérience approuvée au sein du département des compétitions de l'ITTF depuis de nombreuses années, Bessah a récemment supervisé les très réussis Championnats du monde de tennis de table à Liebherr 2019 à Budapest, en Hongrie. Mounir Bessah s'est dit «très honoré» et «flatté» par cette nouvelle mission. «Je suis très honoré et excité de prendre la direction du nouveau service des relations avec les membres. Cette reconnaissance que me réconforte au plus haut niveau», a déclaré à Bessah, ex-directeur technique nationale (DTN) à la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). Le technicien algérien âgé de 47 ans, s'est dit décidé à relever ce nouveau défi. «Mon bureau sera ouvert à toutes les associations nationales et les fédérations continentales afin d'aider et de soutenir leurs projets et de mettre en œuvre leurs propres objectifs et de poursuivre le plan stratégique de l'ITTF», a assuré Mounir Bessah. Diplômé de l'Institut des sciences et technologies du sport (ISTS) à Dely-Brahim (Alger) en 1995, le natif de Ain Azel à Sétif est désigné plusieurs fois manager général des compétitions continentales et internationales par l'ITTF.

MDN

Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté à Batna

UN ÉLÉMENT de soutien aux groupes terroristes a été arrêté dimanche à Batna, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 25 août 2019 à Batna, un élément de soutien aux groupes terroristes», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a arrêté, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, à Oum El-Bouaghi (5^e RM), un narcotraffiquant en possession de 15 kilogrammes de kif traité, tandis que deux narcotraffiquants en possession de 2,3 kilogrammes de la même substance ont été interceptés à Rézilzane». Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, à M'sila, un individu en possession 6 armes à feu, 40 kilogrammes de poudre noire et d'autres objets», alors que «trois contrebandiers

ont été arrêtés et 1 159 caméras de surveillance destinées à la contrebande et 1 294 unités de différentes boissons ont été saisies à El Oued et Ouargla». A Bordj Badji Mokhtar, un détachement de l'ANP «a intercepté quatre individus et saisi 8 groupes électrogènes, 9 marabouts piqueurs et d'autres objets», alors que «huit immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen et Laghouat».

Accidents de la route 6 morts et 10 blessés en 24 heures

SIX personnes ont trouvé la mort et 10 autres ont été blessées ces dernières 24 heures dans des accidents de la route survenus à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan des services de la Protection civile. L'accident qui a occasionné le plus de victimes s'est produit dans la wilaya de Chlef où 3 personnes ont perdu la vie et 8 autres ont été blessées suite à une collision entre 3 véhicules légers et un camion, survenue sur l'autoroute est-ouest dans la commune de Harchoun, daïra d'Oued Fodda, précise la même source. S'agissant du dispositif de surveillance des plages et de baignade, il a été enregistré l'affluence de près de 1,4 million d'estivants à travers les plages surveillées où 706 interventions ont été effectuées, ce qui a permis de sauver 494 personnes de la noyade et de prodiguer des soins de premières urgences à 166 personnes, ainsi que l'évacuation de 43 autres personnes vers les structures hospitalières locales, note la Protection civile.

Sommet du G7 : Trump et le climat



Loumis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Une rencontre politique pour dégager une solution à la crise

■ Une rencontre a été organisée avant-hier à Béjaïa pour débattre d'un avant-projet de convention régionale.

Par Hocine Cherfa

Cette rencontre a été organisée dans la salle des congrès de l'APC de Béjaïa et a rassemblé des partis politiques, notamment le FFS, PST, PT et des syndicats tels que le Snapap, Satéf, Cla et la société civile avec le Rassemblement action jeunesse (RAJ), l'Association des victimes d'Octobre 1988, le Comité de solidarité avec les travailleurs de la wilaya de Béjaïa et la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (Laddh). Les auteurs de cette initiative veulent chercher des solutions à la crise qui secoue le pays et mise à nue à partir du

22 février. L'ébauche du projet qui a été préparée par des syndicats et formations politiques a été soumise à débat et a suscité un grand intérêt. L'initiative et le texte soumis à débat ont été vivement critiqués par certains intervenants qui voient en cette initiative un désengagement vis-à-vis du hirak. Mais les initiateurs ont vite expliqué qu'il s'agit d'un projet en parfaite concordance avec la révolution populaire sans rien travestir de son essence et ses revendications. Deux ateliers ont été installés et les débats s'y sont poursuivis afin d'arrêter des propositions pour la matérialisation de ce projet politique qui consacre la ruptu-

re avec l'ancien système politique, autrement dit une alternative politique capable de faire avancer le pays. Il s'agit d'une vision qui veut rétablir la confiance, le peuple étant en ce moment très méfiant vis-à-vis du monde politique. Pour certains, l'heure n'est plus au replâtrage politique mais à un profond changement qui passera par un processus constituant où personne ne pourra détourner la volonté populaire. Enfin, cette initiative pourrait constituer une voie à explorer pour sortir de l'impasse où se trouve actuellement le pays, estiment certains observateurs.

H. C.

Tichy/ Béjaïa

Une personne arrêtée pour attentat à la pudeur sur mineur

«Un individu a été arrêté pour attentat à la pudeur sur mineur ces derniers jours à Tichy», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ce dernier a été pris en flagrant délit par les éléments de la police

relevant de la sûreté de daïra de Tichy au cours d'une ronde de contrôle dans un parking. Le mis en cause a été découvert dans un bus stationné dans un parking. Il a été présenté devant le procureur de la République de la juridiction compé-

tente qui a ordonné une comparution immédiate qui a donné lieu à sa condamnation à 6 mois de prison ferme et une amende de 20 000,00 DA pour «attentat à la pudeur et incitation d'une mineur aux mauvaises mœurs». H.C.

Paiement des frais de visa

Après le CPA, Vsf opte pour la BDL

DANS un communiqué publié sur son site, VFS Global, centre de visas pour la France, annonce qu'à partir du 30 août, le paiement des frais de visa se fera désormais auprès de la Banque de développement local (BDL), au lieu du CPA. En effet,

indiquant que «VFS Global procède actuellement au changement de prestataire pour le paiement en banque des rendez-vous pour les demandeurs de visas pour la France à Alger», le prestataire précisera que «cette transaction se fera en deux

temps» : Du lundi 26 août 2019 au jeudi 29 août 2019, le système de rendez-vous VFS Global avec l'option «paiement à la banque CPA» sera suspendu. Les demandeurs pourront continuer à confirmer leur rendez-vous uniquement en choisissant l'option «Paiement en ligne». Les demandeurs ayant pris leur rendez-vous en date du 25 août 2019 auront trois jours ouvrables pour effectuer leur paiement auprès du prestataire actuel, le CPA. Et à partir du 30 août 2019, les demandeurs ayant fait une réservation de rendez-vous seront invités, pour confirmer leur rendez-vous, à effectuer le paiement des frais de service auprès des agences agréées de la Banque de développement Local BDL.